

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 29/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CPCU**

185 rue de Bercy  
75579 Paris

Références : /  
Code AIOT : 0006506454

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/08/2023 dans l'établissement CPCU implanté 63 RUE ARDOIN 93400 Saint-Ouen-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 08/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale sur les silos.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CPCU
- 63 RUE ARDOIN 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
- Code AIOT : 0006506454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) exploite sur son site de Saint-Ouen, dans le cadre de son activité de production de vapeur surchauffée à 235°C pour l'alimentation de son réseau de chaleur permettant la production d'eau chaude sanitaire et du chauffage pour l'habitat et le tertiaire public ou privé dans Paris et la proche banlieue, plusieurs installations de combustion désignées comme suit :

-STO I. Chaufferie alimentée au gaz comportant 2 chaudières (ch 1 et ch 2) de puissances unitaires 140 MW.

-STO II. Chaufferie alimentée au charbon et à la biomasse comportant 2 chaudières (ch 3 et ch 4) de puissances unitaires 247,4 MW et un parc à charbon couvert de 16 000 t ainsi que 2 silos biomasse de 2 400 m<sup>3</sup>.

-STO III. Cogénération alimentée au gaz avec une puissance de 408,6 MW en mode turbine, 107 MW en mode post-combustion et 326 MW en mode air ambiant. La puissance maximale est de 515,6 MW en mode post-combustion (PC).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 7.7.2	/	Sans objet
2	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 7.7.3	/	Sans objet
3	Plan de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 7.7.4	/	Sans objet
4	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 9.1.1	/	Sans objet
5	Contrôle des conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 9.1.2	/	Sans objet
6	Silos Biomasse	Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 9.1.3.	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les silos de stockage de biomasse sont équipés de plusieurs systèmes de sécurité, et en particulier d'un inertage à l'azote, qui sont régulièrement entretenus et contrôlés.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu.) conformément aux référentiels en vigueur. Ces matériels sont repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées ainsi que les éventuelles mesures correctives prises doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un tableau de suivi des opérations de contrôle et de maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. Pour les silos biomasse il transmet le 21 août 2023 le tableau de suivi des sondes CO et O2 (dernier contrôle en mai 2023). Le contrôle des installations électriques a été réalisé du 3 au 24 janvier 2023. Le dernier contrôle des extincteurs a été fait en novembre 2022. Le test et le contrôle des sprinklage et extinction automatique a été réalisé du 17 au 19 juillet 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 7.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des procédures d'urgence doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides)</li><li>- la conduite à tenir en cas d'incendie : alarme, alerte (avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.), évacuation du personnel, attaque du feu (moyens d'extinction à utiliser), ouverture des portes, personne chargée de guider les sapeurs-pompiers, etc.</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient où une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable du services d'incendie et de secours,</li><li>- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur,</li></ul> Ces procédures sont régulièrement mises à jour. Une plaque indicatrice de manœuvre est installée, d'une façon inaltérable, près des dispositifs de commande et de coupure ayant une fonction de sécurité.
<b>Constats :</b> Contrôle de l'existence de consignes : L'exploitant a mis en place des fiches réflexes pour les principaux scénarios d'accidents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Plan de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs. Il doit être mis à jour aussi souvent que nécessaire et au minimum tous les trois ans. Il doit permettre de prendre les dispositions nécessaires, d'une part pour placer les installations dans un état de sécurité le moins dégradé possible et limiter les conséquences de l'accident et, d'autre part, pour assurer l'alerte des services de secours et l'information des autorités responsables, notamment le Maire et le Préfet.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un plan de lutte contre les incendies et de fiches réflexes et l'exploitant réalise régulièrement des exercices.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Propreté des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les tuyauteries, les appareils et les équipements, afin de limiter au maximum leur risque d'envol. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières. Les sources émettrices de poussières (jetées d'élévateur ou de transporteur) sont capotées autant que techniquement possible, Elles sont étanches où munies de dispositifs d'aspiration et de tuyauterie de transport de l'air poussiéreux. L'exploitant veille à éviter les courants d'air au-dessus de ce type d'installation. Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés. Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle. Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations de dépoussiérage (pour le cas de manutention de biomasse) si elles existent : ces équipements ne démarrent que si les systèmes de dépoussiérage fonctionnent, et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. Les bandes de transporteurs respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005, ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008, et NF EN 12881-2, version juin 2008 (bandes difficilement propagatrices de la flamme).
<b>Constats :</b> Les convoyeurs sont capotés et équipés de dépoussiéreurs. Les installations sont nettoyées régulièrement (nettoyage en continu du site logistique et de la centrale, principalement en dehors des périodes de fonctionnement).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Contrôle des conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 9.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagement de gaz inflammables ou une auto-inflammation :  - la température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés (sondes thermométriques ou caméras thermiques) ;  - les produits sont contrôlés en humidité avant stockage de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.  Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement,</p>
<p><b>Constats :</b> Des contrôles de l'humidité de la biomasse sont effectués à réception sur le site logistique. Les silos de la centrale sont des silos de stockage temporaire (tampon) pour l'alimentation des chaudières, le temps de séjour de la biomasse est limité (silos journaliers). Le risque de fermentation est contrôlé via la température et les concentrations en CO. En cas d'évolution du CO, l'exploitant peut procéder à des inertages préventifs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Silos Biomasse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2015, article 9.1.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les silos sont équipés d'un système d'injection d'azote déclenchée manuellement en cas de détection d'une combustion. Les silos sont également équipés d'une colonne sèche chacun ainsi que d'un système d'évacuation des granulés. Ils sont conçus pour limiter la propagation d'un incendie ou d'une explosion aux installations voisines,</p>
<p><b>Constats :</b> Les 2 silos biomasse sont équipés d'une sonde de température, de 3 sondes de détection CO et d'une sonde O2. Ils disposent d'un système d'inertage à l'azote déclenché en fonction de l'évolution de la courbe de CO. Les silos peuvent être vidangés dans l'espace situé en dessous mais l'exploitant indique qu'il serait nécessaire d'évacuer ensuite rapidement les pellets avec des camions.  Les silos sont équipés de colonnes sèches. Suite au retour d'expérience de l'incendie de Cergy (colonnes qui ont éclaté à la mise en eau), l'exploitant doit se renseigner pour définir si des contrôles ou des opérations de maintenance sont nécessaires sur ces équipements.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet